

MESSAGE N° 240 *10 janvier 2006*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret portant
approbation de la modification de l'accord
intercantonal sur la reconnaissance des diplômes
de fin d'études

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret portant approbation de la modification de l'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études. Le message accompagnant ce projet de décret est structuré de la manière suivante:

- 1 Etat de la situation
- 2 Modifications de l'accord
- 3 Conclusion

1. ÉTAT DE LA SITUATION

1.1 Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études

Le 4 octobre 1993, le Conseil d'Etat adressait au Grand Conseil son message n° 127 accompagnant le projet de décret portant adhésion à l'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (*BGC* 1993/II, p. 2205–2224). La question qui se posait alors était celle de savoir si, pour les formations ne relevant pas du droit fédéral, un diplôme cantonal, ou un diplôme émis par une institution privée reconnue par le canton où elle exerce son activité, serait reconnu par les autres cantons. L'accord du 18 février 1993 permettait de remplacer les nombreuses solutions bilatérales et ponctuelles par un cadre multilatéral contraignant et englobant l'ensemble des cantons en une seule et unique base juridique. Le texte proposé avait été travaillé conjointement par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS). Son objectif était d'assurer la reconnaissance intercantionale, et donc de créer une reconnaissance sur le plan suisse de tous les diplômes de fins d'études qui dépendent de la souveraineté cantonale.

L'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études a été soumis à l'examen du plénum du Grand Conseil lors de sa séance du 18 novembre 1993 (*BGC* 1993/II, p. 2522 à 2527). Au terme des discussions, le décret portant adhésion du canton de Fribourg à l'accord a été adopté par 76 voix, sans opposition. Il y eut quelques abstentions. Le texte de l'accord est publié dans le RSF 410.4.

1.2 Effets de l'accord jusqu'en 2005

L'accord en tant que tel fixe la réglementation-cadre. Il définit les compétences et la procédure, fixe les conditions liées à la reconnaissance ainsi que ses effets juridiques. Les conditions détaillées relatives à un diplôme spécifique ou à des catégories de diplômes apparentés doivent faire l'objet de réglementations se référant à l'accord. Des conditions minimales doivent garantir l'équivalence des diplômes. En effet, une reconnaissance basée uniquement sur la réciprocité, sans la définition de standards minimaux sur le plan suisse, ne permettrait pas de garantir suffisamment la qualité du diplôme. La CDIP et

la CDAS ont ainsi émis des règlements de reconnaissance de diplômes notamment dans les domaines suivants:

- Les diplômes d'enseignement pour les degrés préscolaire et primaire, secondaire I, écoles de maturité, enseignement spécialisé, logopédie et psychomotricité;
- Les diplômes des Hautes Ecoles spécialisées dans les domaines non couverts par la législation fédérale;
- Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur la formation professionnelle du 13 décembre 2002, les diplômes des écoles supérieures;
- Par ailleurs, l'Ordonnance du Conseil fédéral et Règlement de la CDIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (RRM) se base également sur l'accord en question.

Ces règlements sont disponibles sur le site de la CDIP, www.cdip.ch (documents juridiques, recueil des bases légales, chiffre 4.3). Des commissions de reconnaissance des diplômes ont été instituées. Celles-ci sont composées de spécialistes du domaine et examinent les demandes de reconnaissance qui leur parviennent des cantons. L'analyse du dossier permet de formuler un préavis, auquel le canton peut réagir. Vient ensuite la visite de l'institution par un groupe d'experts de la commission de reconnaissance compétente, accompagné par un expert étranger. Au cours de cette visite, des entretiens ont lieu avec la direction de l'école, le corps enseignant et une délégation d'étudiants et tous les domaines couverts par le règlement de reconnaissance sont analysés dans le détail. Sur la base du travail du groupe d'experts, la commission de reconnaissance fait parvenir au canton un rapport provisoire. Le canton peut à nouveau réagir. Un rapport définitif est ensuite transmis par la commission au comité de la CDIP. C'est finalement le comité qui prend la décision de reconnaissance ou de non-reconnaissance. L'expérience a montré que, dans les avis des commissions et les décisions du comité, le respect de la norme de qualité prime sans complaisance sur toute autre considération, au risque parfois de heurter temporairement une institution ou un canton.

L'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études est ainsi à la base d'un ensemble de règlements de reconnaissance valables sur le plan suisse. La reconnaissance atteste un certain niveau harmonisé de qualité de la formation. Un diplôme reconnu garantit l'accès libre aux professions réglementées dans les cantons partenaires. Les titulaires d'un diplôme provenant des autres cantons disposent d'un droit d'accès selon les mêmes conditions que celles auxquelles sont soumis les ressortissantes et ressortissants du canton en question, pour autant évidemment qu'ils soient au bénéfice d'un diplôme correspondant. En principe, le diplôme sert aussi de titre d'accès aux écoles subséquentes. Enfin, l'accord règle également la reconnaissance des diplômes étrangers compte tenu du droit international. A cet effet, la CDIP a mis en place une procédure de reconnaissance en Suisse des diplômes de fin d'études délivrés à l'étranger. La libre circulation des diplômés est devenue une réalité à laquelle chaque canton collabore et dont aucun ne peut se soustraire.

1.3 Nouveaux besoins

Suite à l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2004, de la nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) du 13 décembre 2002 et à l'entrée en vigueur, le 5 octobre

2005, des modifications apportées à la loi sur les hautes écoles spécialisées, la compétence réglementaire dans presque toutes les filières du domaine santé-social-arts (SSA) est passée entre les mains de la Confédération. Ce transfert a pour conséquence l'adaptation impérative de l'accord sur la reconnaissance des diplômes quant au champ d'application, ainsi que le retrait de la CDAS.

En plus de ces adaptations nécessaires du point de vue formel, d'autres nouveaux besoins se sont fait sentir:

- la modification de la disposition relative à la protection juridique des particuliers;
- la création d'une base légale réglant la perception d'émoluments pour toute décision de reconnaissance en réponse à une demande individuelle;
- la création d'une base légale explicite pour la liste intercantionale des enseignantes et enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner, liste tenue par la CDIP;
- la création d'une base légale pour l'introduction d'un registre des professionnels de la santé tenu par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de la santé (CDS).

Par décision du 9 septembre 2004, le Comité de la CDIP a chargé son secrétariat général de mener, auprès des départements cantonaux de l'instruction publique, une consultation sur le projet de modification de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (projet daté du 20 octobre 2004). Le Comité de la CDS et le Secrétariat central de la CDAS ont approuvé tour à tour, respectivement le 21 et le 29 octobre 2004, le projet de révision ainsi que la réalisation d'une consultation en la matière. La décision de la CDAS contenait simultanément un accord de principe à son retrait de l'accord sur la reconnaissance des diplômes. Pour le canton de Fribourg, la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) a répondu à la consultation de la CDS. La Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) a pris l'avis de la Direction de l'économie et de l'emploi (DÉE) et de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), qui toutes deux délivrent également des diplômes de fin d'études, avant de répondre à la consultation de la CDIP.

2. MODIFICATIONS DE L'ACCORD

La modification de l'accord sur la reconnaissance des diplômes a été approuvée le 19 mai 2005 par l'Assemblée plénière de la CDS et le 16 juin 2005 par l'Assemblée plénière de la CDIP. C'est au cours de l'été 2005 que le nouveau texte de l'accord a été envoyé aux gouvernements cantonaux pour être soumis aux procédures cantonales de ratification.

2.1 Commentaire sur les différentes modifications de l'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études

La CDS et la CDIP ont préparé le commentaire suivant sur la modification de l'accord.

Art. 1 al. 1, 2 et 4

But

Le but de l'accord est précisé à l'alinéa 1: la tenue d'une liste des enseignants auxquels a été retiré le droit d'en-

seigner et celle d'un registre des professionnels de la santé sont expressément mentionnées dans ce même alinéa.

Comme le droit européen applicable dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord CH-UE sur la libre circulation des personnes est immédiatement exécutoire (self executing), la formulation de l'alinéa 2, trop floue, doit être modifiée. Désormais, l'expression «en application du droit national et international» remplace la formulation «compte tenu du droit international».

Selon l'article 16 al. 2, de la version révisée de la loi sur les hautes écoles spécialisées, la Confédération et les cantons fixent par convention les principes qui régissent l'offre d'études sanctionnées par un diplôme. Etant donné que les accords ainsi conclus contiendront des principes directement contraignants, il est indispensable de créer, du côté des cantons, une base légale explicite à ces conventions. Cette base légale a été créée à l'article 1 de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études.

Suppression de l'art. 2 al. 2

Champ d'application

Vu la rapidité avec laquelle évolue la dénomination des professions, plusieurs cantons ont suggéré de renoncer à l'énumération générale ou ponctuelle des diplômes de fin d'études (ou du moins à l'énumération de ceux qui, selon toute probabilité, feront l'objet d'un repositionnement ces prochaines années, chiropratique et ostéopathie par exemple). De ce fait, l'alinéa 2 de l'article 2 est supprimé.

Il n'est en effet pas absolument nécessaire du point de vue juridique d'énumérer de manière générique les principaux diplômes réglementés par les cantons. Il suffit par exemple que les formations en chiropratique et en ostéopathie soient mentionnées dans le commentaire, puisque leur mention expresse à l'alinéa 2 ne changerait rien au fait que la réglementation de ces deux professions incombe de toute façon aux cantons.

Pour différentes raisons, que l'on envisage notamment un repositionnement des formations, une modification de la dénomination des professions ou une éventuelle réglementation par les cantons d'autres formations de niveau HES (la question de l'éducation spécialisée précoce n'est en effet toujours pas réglée), il semble même judicieux d'y renoncer. Et ceci s'applique également à la formation en chiropratique, qui ne devrait rester dans la sphère de compétence des cantons que jusqu'à la réglementation de cette profession par la nouvelle loi fédérale sur les professions médicales (la LPMéd, qui devrait entrer en vigueur en 2008).

Art. 3 al. 2 et 3 Collaboration avec la Confédération

L'article 3 al. 3, de l'accord règle les compétences en matière de conclusion de conventions telles que prévues à l'article 1 al. 4. La compétence ressortit à la CDIP, qui toutefois doit inclure la CDS lors de négociations menées en vue de la conclusion d'un accord dans le domaine des professions de la santé.

En outre, le terme d'école professionnelle a été adapté à l'article 3 al. 2 à la terminologie de la LFPr. Par ailleurs, il a été statué sur la collaboration avec la Confédération concernant la maturité spécialisée (aptitude à entreprendre des études dans une haute école spécialisée).

Art. 4 Autorité de reconnaissance

L'évolution allant dans le sens d'un transfert de la formation professionnelle en santé aux départements de l'instruction publique ne se réfère pas à la réglementation et à la reconnaissance des diplômes de fin d'études. Par conséquent, le texte de l'alinéa 1 a été précisé en ce sens que la CDS reconnaît les diplômes dans le domaine de la santé, dans la mesure où (selon la nouvelle loi sur la formation professionnelle et la nouvelle loi sur les hautes écoles spécialisées), la compétence ne ressortit pas à la Confédération. Cette orientation est justifiée par le fait que la CDS garde la compétence en matière de réglementation dans la formation des chiropraticiens qui passera probablement en 2008 sous la compétence de la Confédération (LPMéd) et dans celle des ostéopathes pour lesquels la CDS, d'entente avec la Confédération et la CDIP, a décidé en novembre 2002 seulement d'introduire un examen intercantonal.

Art. 5 al. 2 et 3 Application de l'accord

A l'alinéa 2, la collaboration avec la Conférence des directeurs des affaires sociales (CDAS) en matière de diplômes doit être supprimée puisque la compétence pour la réglementation et la reconnaissance des formations dans le domaine social est entièrement passée entre les mains de la Confédération. De plus, la CDAS se retire de l'accord sur la reconnaissance des diplômes. Le nouveau nom de la CDS est pris en compte à l'alinéa 3.

Art. 10 Protection juridique

La modification de l'article 10 a pour objet l'amélioration de la protection juridique des particuliers. Le texte actuel de l'article 10 al. 2, concernant le droit de recours contre les règlements et décisions des autorités de reconnaissance, octroyé aux cantons, ainsi que les autres litiges entre cantons, fait désormais l'objet de l'article 10 al. 1. L'article 83 al. 1 let. b, de la loi fédérale d'organisation judiciaire du 16 décembre 1943 réglemente la compétence du Tribunal fédéral (réclamations de droit public).

L'article 10 al. 2, propose une nouvelle réglementation, qui porte sur le droit de recours des particuliers concernés contre les décisions des autorités de reconnaissance compétentes. Il s'agit des décisions du Secrétariat général de la CDIP concernant la reconnaissance a posteriori des diplômes cantonaux (réglementation de transition pour les règlements de reconnaissance) et de la reconnaissance des diplômes professionnels étrangers (application de l'accord sur la libre circulation des personnes CH-UE); dans le cadre d'une protection juridique améliorée, les particuliers directement touchés par ces décisions doivent désormais pouvoir les contester auprès d'une commission de recours nouvellement créée par le Comité de la CDIP. La protection juridique existante dans l'accord sur la reconnaissance des diplômes actuellement en vigueur (art. 10 al. 1: recours de droit public auprès du Tribunal fédéral) n'est plus conforme aux exigences d'un Etat de droit moderne. Le Secrétariat général de la CDIP a tenu compte de la barrière que peut représenter le Tribunal fédéral en usant généreusement de la pratique de réexamen: les «recours» contre les décisions ont régulièrement été acceptés comme des requêtes de réexamen, le dossier faisant alors l'objet d'un nouvel examen et d'une seconde décision, parfois identique à la première, avec nouvelle indication des voies de recours. Cette situation n'est satisfaisante ni pour les demandeurs ni pour le Secrétariat général de la CDIP.

La situation apparaît plus nuancée dans le domaine de compétences de la CDS (tel qu'il existait jusqu'à maintenant). Sur la base de l'article 5 al. 3 de l'accord de reconnaissance actuellement en vigueur, la CDS avait délégué à la Croix Rouge Suisse (CRS) la tâche de reconnaître les diplômes suisses et étrangers, excepté ceux des chiropraticiens. L'autorité d'appel contre ces décisions de reconnaissance était la Commission de recours de la CRS, dont les décisions pouvaient elles-mêmes faire l'objet d'un recours de droit public auprès du Tribunal fédéral (art. 84 OJ). De la sorte, une protection juridique suffisante était en place. Les décisions de la CDS concernant la chiropratique (diplômes étrangers) ne peuvent être contestées que par recours de droit public auprès du Tribunal fédéral. Dans la pratique, cela n'a encore jamais causé de problèmes. Dans le sillage de l'accord sur la libre circulation des personnes et de la réglementation de l'ostéopathie qui est en cours d'élaboration, il semble indiqué d'appliquer une réglementation semblable également au domaine de la CDS.

La modification de l'article 10 prévoit que le Comité de la CDIP et le Comité de la CDS mettent chacun sur pied une commission de recours qui, dans le cadre d'une procédure de recours ordinaire, juge de façon objective les décisions prises en réponse à une demande individuelle par les deux conférences en leur qualité d'autorités de reconnaissance.

Art. 12 al. 2 et 3 Coûts

La modification de l'article 12 a pour effet la création d'une base légale permettant de percevoir des émoluments pour les décisions de reconnaissance: l'article 12 tel qu'il était formulé stipulait que les coûts découlant de l'accord devaient être pris en charge par les cantons membres de l'accord; il a été complété par une réglementation explicite des coûts pour toutes les procédures concernant des particuliers. En d'autres termes, une base légale a été créée concernant les émoluments pour les décisions prises en première et deuxième instances en matière de reconnaissance nationale des diplômes cantonaux et étrangers. Selon une pratique courante, la CDIP perçoit une taxe de chancellerie fixée par le Comité. Tout en étant justifiée au nom des principes de couverture des coûts et d'équivalence, cette taxe est au fond un émolument. Dans ce sens et en l'absence d'une base légale pour la perception d'émoluments, la taxe de chancellerie est à considérer comme une «solution de secours».

La CDS est seule à réglementer la chiropratique, comme l'indiquait déjà le commentaire sur l'article 10 al. 2, et elle n'aurait à traiter de ce fait que les reconnaissances de diplômes étrangers obtenus pour cette profession. Étant donné que, dans un proche avenir, l'ostéopathie va s'y ajouter, il est probable que le nombre de demandes de reconnaissance pour des diplômes étrangers va aller croissant, nécessitant par conséquent la perception d'émoluments pour couvrir les frais.

Ce sont justement les alinéas 2 et 3 de l'article 12 qui constituent le cadre juridique pour ces taxes tout en octroyant au Comité de la CDIP comme au Comité de la CDS la compétence d'en fixer les montants exacts. Les principes de couverture des coûts et d'équivalence doivent être pris en compte lors de la détermination du tarif des émoluments. Il convient de remarquer ici que la taxe de chancellerie actuellement perçue par la CDIP ne couvre de loin pas les coûts de procédure (charge administrative, frais d'experts, etc.).

Art. 12^{bis}**Liste intercantonale des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner**

Au niveau concordataire, l'article 12^{bis} est la base légale sur laquelle se fonde le Secrétariat général de la CDIP pour établir la liste des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner. La liste tenue par le Secrétariat général de la CDIP depuis le 1^{er} janvier 2004 est légitime même en l'absence d'une base légale concordataire explicite, comme le confirme l'article *Datenschutz nicht ohne Persönlichkeitsschutz – Ist eine Liste über Lehrer ohne Unterrichtsbefugnis unzulässig?* (Dr iur. Richard Frank, RSJ 100 (2004) Nr. 14, p. 329 à 332). La création d'une base juridique permet toutefois de mettre fin à l'incertitude des cantons déclenchée par les objections persistantes des préposés cantonaux à la protection des données. Le nouvel article 12^{bis} réglemente la tenue de cette liste conformément aux principes de protection des données en vigueur dans les cantons.

Pour des raisons liées à la sécurité juridique et à la protection de la personnalité des enseignants concernés, il est absolument indispensable, conformément à l'article 12^{bis}, de n'inscrire dans la liste que les personnes auxquelles l'habilitation à enseigner ou l'autorisation d'exercer a été retirée dans le cadre d'une procédure (administrative) cantonale exécutoire. L'engagement de tout enseignant inclut implicitement l'octroi d'une habilitation à enseigner certaines disciplines dans telle classe, située à tel degré scolaire, dans telle commune de tel canton. L'autorisation d'enseigner octroyée au moment de l'engagement peut – pour de graves motifs – être retirée dans le cadre d'une «procédure de révocation» (le retrait est valable sur tout le territoire du canton dans lequel l'enseignant a été engagé), ceci indépendamment de l'existence d'une base légale explicite. Ce retrait ne doit pas être assimilé au retrait de l'habilitation à enseigner associée au diplôme, car cette dernière, valable à l'échelon national, ne peut être retirée que par le canton qui l'a octroyée.

Dans le cadre de l'accord sur la reconnaissance des diplômes, les cantons se sont engagés à communiquer au Secrétariat général de la CDIP le nom des enseignants concernés par une telle décision et ce, dès son entrée en vigueur. Eu égard aux lois cantonales sur la protection des données, cette décision ancrée dans le concordat doit être définie comme «une base juridique formelle pour le traitement de données personnelles particulièrement sensibles». Une base juridique de ce type permet aux cantons de communiquer ces données personnelles au SG CDIP sans avoir à adapter la législation cantonale sur la protection des données.

Complément spécifique au canton de Fribourg, ne figurant pas dans le commentaire CDS/CDIP: Pour l'Etat de Fribourg, il est prévu que l'autorisation d'enseigner soit signalée explicitement dans la lettre d'engagement. Le personnel enseignant déjà en fonction se verra reconnaître une autorisation d'enseigner valable dès la date du premier engagement. L'autorisation d'enseigner ne pourra être retirée, pour de graves motifs, qu'après que la personne concernée ait été entendue, puis se soit fait signifier ce retrait par lettre motivée indiquant la durée du retrait et la voie de recours. Le retrait par l'Etat de Fribourg de l'autorisation d'enseigner sera dès lors possible aussi bien pour les titulaires de diplômes des écoles publiques fribourgeoises que pour les titulaires de diplômes délivrés par d'autres instances. Le retrait de l'autorisation sera aussi possible dans les cas où la personne démissionne avant que son renvoi ne lui soit notifié. Le retrait sera signalé automatiquement à la CDIP, à destination de la liste des enseignants auxquels le droit d'enseigner a été retiré. Voir aussi le point 2.2 ci-dessous.

Art. 12^{ter}**Registre des professionnels de la santé**

Sur la base du contrat de prestations tripartite OFFT/CDIP/CDS arrivant à échéance fin 2006, la CRS tient depuis longtemps un registre dit passif des titres de fin de formation non universitaires pour les professions de la santé. Dans le cadre de la nouvelle loi sur la formation professionnelle, la Confédération a renoncé à tenir un registre de ces titres au profit de la création d'une base légale. Cette dernière contraint la CDS, dans l'intérêt des patients, à compléter et à actualiser ce registre en y intégrant toute inscription sur les mesures exécutoires relevant du droit de surveillance pour faute professionnelle et ce, sur la base de l'accord sur la reconnaissance des diplômes. Il en découle la rédaction d'un nouvel article réglementant la tenue d'un registre des professionnels de la santé.

L'introduction et l'actualisation d'un registre des titulaires de diplômes de fin d'études pour les professions de la santé doivent pouvoir se fonder sur une base légale sous forme concordataire. Le Secrétariat central de la CDS adapte régulièrement cette annexe à jour. Cette tâche est susceptible d'être confiée, comme cela était le cas jusqu'à présent, à des tiers tels que la CRS ou une organisation du monde du travail (ORTRA). Le registre poursuit plusieurs objectifs: garantir la protection et l'information des patients (registre «négatif»), renseigner les services suisses et étrangers, assurer la qualité et établir des statistiques (al. 3). Le registre contient obligatoirement toutes les données énumérées à l'alinéa 4, 1^{re} et 2^e phr., pour qu'en cas de besoin (perte de l'attestation de diplôme), de candidature à un poste, d'autorisation de prestataires de services pour les décomptes destinés à l'assurance-maladie ou encore en cas de procédure pénale pour abus de titre, etc., le registre permette de vérifier rapidement si une personne est habilitée à porter son titre professionnel. En plus de ces indications, le registre remplit une fonction protectrice en cas de mesures exécutoires relevant du droit de surveillance, comme les inscriptions relatives au retrait ou à la modification de l'autorisation de pratiquer (al. 4, 3^e phr.). L'alinéa 5 garantit que les données sont transmises à la CDS par les services compétents, l'alinéa 6 fixe les conditions préalables à l'obtention de certaines informations écrites par des tiers, services ou personnes dont la liste n'est pas exhaustive. Seules les autorités compétentes pour l'octroi des autorisations de pratiquer peuvent arguer d'un intérêt légitime à connaître les inscriptions concernant les mesures de surveillance (al. 6, 2^e phr.). Ces renseignements ne sont pas transmis à d'autres services parce qu'il s'agit de données personnelles particulièrement sensibles. L'alinéa 8 réglemente la suppression des inscriptions relatives aux mesures de surveillance: cet effacement général des données intervient lorsque la personne a 70 ans révolus ou que son décès est déclaré par une autorité compétente. Avant ce moment précis, les inscriptions sur des mesures de surveillance ou des restrictions ou interdictions à durée limitée de l'autorisation de pratiquer ne peuvent pas être effacées du registre mais doivent seulement être accompagnées de la mention «annulé» pour qu'elles restent visibles aux yeux des autorités compétentes et puissent leur servir de base de décision pour l'octroi de ces

autorisations. La CDS, responsable de la tenue du registre, ayant son siège à Berne, les principes du droit bernois sur la protection des données s'applique mutatis mutandis (al. 10).

2.2 Lien avec la révision en cours de la loi scolaire

La loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire, RSF 411.0.1) est en cours de révision complète. Le Conseil d'Etat a indiqué au Grand Conseil, dans son rapport n° 176 du 21 décembre 2004 sur le postulat Christine Buliard/Yvonne Stempfel, les enjeux et la planification de cette révision. Un avant-projet sera mis en consultation au cours de l'année 2006. Celui-ci tiendra compte des modifications de l'accord, en introduisant dans la loi scolaire une disposition explicite relative au retrait du droit d'enseigner et à l'annonce d'une telle décision auprès de la liste intercantionale des enseignantes et enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner, liste tenue par la CDIP (art. 12^{bis}). Il convient de relever que non seulement les écoles publiques, mais également les écoles privées peuvent, par l'intermédiaire du secrétariat général de la DICS, s'informer de la présence ou non sur la liste d'une personne enseignante en particulier.

2.3 Conséquences financières et en personnel

La modification de l'accord n'aura pas d'influence sur les charges financières facturées au canton de Fribourg par la CDIP pour les indemnités liées aux reconnaissances de diplômes (24 100 francs au budget 2006, position IPCS 3200/361.000). Il convient de signaler que ces charges vont globalement diminuer ces prochaines années, parce que les reconnaissances initiales des diplômes selon les règlements votés depuis l'entrée en vigueur de l'accord sont bientôt toutes terminées.

La mise en œuvre des nouvelles dispositions de l'accord impliquera de la part de la CDS la gestion d'un registre des professionnels de la santé (art. 12^{ter}). Pour le canton de Fribourg, c'est le Service de la santé publique qui transmettra les données à la CDS. Le système actuel, géré par la Croix Rouge suisse (CRS), sera maintenu jusqu'à la fin 2006. Le contenu et les modalités de la transmission des données au futur registre de la CDS ne sont pas encore connus; toutefois, on peut prévoir un accroissement du travail administratif du Service de la santé publique, dans une mesure qui n'est pas encore chiffrable.

2.4 Influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

Les modifications proposées n'ont pas d'influence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

2.5 Constitutionnalité, conformité au droit fédéral, eurocompatibilité

La Constitution fribourgeoise, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2005, oblige le canton, en son article 5, à collaborer avec les autres cantons et à favoriser la collaboration intercantionale. Les modifications proposées ne font que renforcer encore la pratique de collaboration déjà intense en matière d'instruction publique.

Par ailleurs, les modifications proposées sont conformes au droit fédéral et vont dans le sens d'une eurocompatibilité accrue.

2.6 Soumission au référendum législatif

Si le décret est voté par le Grand Conseil, il sera soumis au référendum législatif.

3. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat estime que les modifications proposées permettent d'adapter l'accord à la nouvelle répartition des compétences entre la Confédération et les cantons. Elles renforcent également la collaboration intercantionale et donnent des outils supplémentaires pour une action efficace et efficiente de celle-ci.

Le Conseil d'Etat vous invite à adopter ce projet de décret.

BOTSCHAFT Nr. 240 10. Januar 2006
des Staatsrates an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf zur Genehmigung
der Änderung der Interkantonalen Vereinbarung
über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen

Wir legen Ihnen hiermit den Dekretsentwurf zur Genehmigung der Änderung der Interkantonalen Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen vor. Diese Botschaft zum Dekretsentwurf ist wie folgt gegliedert:

- 1 Heutige Situation
- 2 Änderungen an der Vereinbarung
- 3 Schlussbemerkung

1. HEUTIGE SITUATION

1.1 Interkantonale Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung der Ausbildungsabschlüsse

Am 4. Oktober 1993 hat der Staatsrat dem Grossen Rat seine Botschaft Nr. 127 zum Dekretsentwurf betreffend den Beitritt zur interkantonalen Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen (TGR 1993/II, S. 2205–2224) vorgelegt. Damals stellte sich die Frage, ob bei den Ausbildungen, für die der Bund nicht zuständig ist, ein kantonaler oder ein vom Sitzkanton anerkannter privater Ausbildungsausweis in den übrigen Kantonen anerkannt wird. Mit der Vereinbarung vom 18. Februar 1993 konnten zahlreiche bilaterale und punktuelle Lösungen durch einen multilateralen Rahmen ersetzt werden, der mit einer einzigen gesetzlichen Grundlage alle Kantone verpflichtete und einschloss. Der vorgeschlagene Text war von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) und der Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren (SODK) gemeinsam erarbeitet worden. Ziel war dabei, die interkantionale Anerkennung sicherzustellen und somit eine gesamtschweizerische Anerkennung aller Ausbildungsabschlüsse, die der kantonalen Hoheit unterstehen, zu schaffen.

Die Interkantonale Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung der Ausbildungsabschlüsse wurde dem Plenum des Grossen Rates an seiner Sitzung vom

18. November 1993 vorgelegt (*TGR* 1993/II, S. 2522–2527). Nach der Debatte wurde das Dekret über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Vereinbarung mit 76 Stimmen ohne Gegenstimme bei mehreren Enthaltungen gutgeheissen. Der Wortlaut der Vereinbarung wurde in der Systematischen Gesetzessammlung des Kantons Freiburg (SGF 410.4) veröffentlicht.

1.2 Wirkungen der Vereinbarung bis 2005

Die Vereinbarung selbst stellt eine Rahmenordnung auf. Sie hält die Zuständigkeiten und das Verfahren, die Bedingungen der Anerkennung sowie ihre rechtlichen Wirkungen fest. Die detaillierten Bedingungen für spezifische Ausweise und verwandte Ausweiskategorien müssen in Reglementen festgehalten werden, die sich auf die Vereinbarung beziehen. Die Äquivalenz der Diplome muss durch Mindestanforderungen garantiert werden. Eine Anerkennung, die, ohne schweizerische Mindeststandards festzulegen, allein auf der Gegenseitigkeit beruht, kann die Qualität des Diploms nicht ausreichend garantieren. EDK und SODK haben deshalb Reglemente über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen in den folgenden Bereichen erlassen:

- Hochschuldiplome für Lehrkräfte der Vorschulstufe und der Primarstufe, Hochschuldiplome für Lehrkräfte der Sekundarstufe I, Lehrdiplome für Maturitätsschulen, Lehrdiplome in Schulischer Heilpädagogik, Hochschuldiplome für Logopädie und Psychomotoriktherapie;
- Fachhochschuldiplome, die nicht in den Bereich des Bundes fallen;
- Abschlüsse von Höheren Fachhochschulen (vor dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung);
- außerdem stützen sich die Verordnung des Bundesrats und das Reglement der EDK über die Anerkennung von Maturitätsausweisen (MAR) auf die Vereinbarung.

Diese Reglemente sind auf der EDK-Site einsehbar: www.edk.ch (Rechtsetzung, Sammlung der Rechtsgrundlagen, Ziff. 4.3). Es wurden Kommissionen für die Anerkennung der Ausbildungsabschlüsse gebildet, die sich aus Experten des Fachgebiets zusammensetzen. Sie prüfen die Anerkennungsgesuche der Kantone. Nach der Prüfung des Dossiers wird ein Préavis herausgegeben, auf das der Kanton reagieren kann. Anschliessend wird die Institution von einer Delegation der zuständigen Anerkennungskommission und einem aussen stehenden Experten besucht. Bei diesem Besuch werden Gespräche mit der Schuldirektion, dem Lehrkörper und einer Delegation der Studierenden geführt. Alle vom Anerkennungsreglement betroffenen Bereiche werden im Detail geprüft. Auf der Basis der Arbeit der Expertengruppe verfasst die Anerkennungskommission einen provisorischen Bericht zuhanden des Kantons. Der Kanton kann wiederum reagieren. Anschliessend geht der Schlussbericht der Kommission an den EDK-Vorstand, der den Entscheid über die Anerkennung oder Nichtanerkennung trifft. Die Erfahrung mit den Stellungnahmen der Kommissionen und den Entscheiden des Vorstands hat gezeigt, dass die Qualitätsregel immer erste Priorität hatte und dies einer Institution oder einem Kanton unverblümmt kommuniziert wurde.

Die interkantonale Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen ist somit Basis eines Bündels gesamtschweizerisch gültiger Anerkennungsreglemente. Die Anerkennung bescheinigt so ein gewisses harmonisiertes Niveau der Ausbildungsschulqualität. Ein anerkanntes Diplom garantiert den freien Zugang zu den reglementierten Berufen der Partnerkantone. Die Inhaberinnen und Inhaber des Diploms eines anderen Kantons sind nach den gleichen Bedingungen wie die Angehörigen des betreffenden Kantons zugangsberechtigt, vorausgesetzt natürlich, dass sie über das entsprechende Diplom verfügen. Grundsätzlich dient das Diplom als Zugangstitel für die weiterführenden Schulen. Schliesslich regelt die Vereinbarung mit Rücksicht auf internationales Recht auch die Anerkennung der ausländischen Diplome. Zu diesem Zweck hat die EDK ein schweizerisches Anerkennungsverfahren für die im Ausland ausgestellten Ausbildungsabschlüsse eingerichtet. Die Freizügigkeit der Diplome ist zu einer Realität geworden, an der jeder Kanton mitarbeitet und der sich keiner entziehen kann.

1.3 Neue Bedürfnisse

Nach dem In-Kraft-Treten des neuen Bundesgesetzes über die Berufsbildung (Berufsbildungsgesetz, BBG) vom 13. Dezember 2002 am 1. Januar 2004 und mit dem voraussichtlichen In-Kraft-Treten des revidierten Fachhochschulgesetzes am 5. Oktober 2005 geht die Regelungskompetenz für fast alle Ausbildungen im GSK-Bereich auf den Bund über. Der Übergang der Ausbildungen im GSK-Bereich in die Zuständigkeit des Bundes hat eine zwingende Anpassung der Diplomanerkennungsvereinbarung hinsichtlich des Geltungsbereichs zur Folge. Zudem muss berücksichtigt werden, dass für die Sozialdirektorenkonferenz (SODK) kein Regelungsbedarf im Bereich der Diplomanerkennungsvereinbarung mehr bleibt und sie demzufolge als Beteiligte der Vereinbarung ausscheidet.

Über die oben beschriebenen zwingend notwendigen Anpassungen der Diplomanerkennungsvereinbarung hinaus werden folgende Bestimmungen ebenfalls geändert beziehungsweise neu in die Vereinbarung aufgenommen:

- Änderung der Rechtsschutzbestimmung für Private,
- Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für die Erhebung von Spruchgebühren für Einzelentscheide,
- Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für die von der Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK) geführte Liste über Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung,
- Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für die Einführung eines von der Gesundheitsdirektorenkonferenz (GDK) geführten Registers über Gesundheitsfachpersonen.

Mit Beschluss vom 9. September 2004 hat der Vorstand der EDK das Generalsekretariat der EDK beauftragt, bei den kantonalen Erziehungsdepartementen über den Entwurf einer Änderung der interkantonalen Vereinbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen vom 20. Oktober 2004 eine Vernehmlassung durchzuführen. Am 21. Oktober 2004 hat der Vorstand der GDK und am 29. Oktober 2004 das Zentralsekretariat der SODK dem Revisionsvorhaben und der Durchführung einer entsprechenden Vernehmlassung ebenfalls zugestimmt. Der Beschluss der SODK enthielt gleichzeitig die grundsätzliche Zustimmung der SODK zum Ausscheiden aus der

Diplomanerkennungsvereinbarung. Für den Kanton Freiburg hat die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) auf die Vernehmlassung der GDK geantwortet. Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) hat die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) und die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) angehört, die beide ebenfalls Ausbildungsabschlüsse ausstellen, bevor sie auf die Vernehmlassung der EDK antwortete.

2. ÄNDERUNGEN DER VEREINBARUNG

Die Revisionsvorlage wurde von der GDK-Plenarversammlung am 19. Mai 2005 und von der EDK-Plenarversammlung am 16. Juni 2005 zu Handen der Ratifikation in den Kantonen verabschiedet.

2.1 Kommentar zu den verschiedenen Änderungen der interkantonalen Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen

GDK und EDK haben zur Änderung der Vereinbarung den folgenden Kommentar vorbereitet.

Artikel 1 Abs. 1, 2 und 4 Zweck

Der Vereinbarungszweck wird in Absatz 1 präzisiert: die Liste über Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung und das Register über Gesundheitsfachpersonen sind im Zweckartikel explizit erwähnt.

Da das im Rahmen des Vollzugs des Personenfreizügigkeitsabkommens CH-EU anzuwendende EU-Recht self executing ist, ist in Absatz 2 die Formulierung «unter Berücksichtigung internationalen Rechts» zu unpräzise und muss geändert werden. Neu heißt es, in «Anwendung nationalen und internationalen Rechts».

Gemäss Artikel 16 Abs. 2 des revidierten Fachhochschulgesetzes legen der Bund und die Kantone in einer Vereinbarung die Grundsätze für das Angebot an Diplomstudienengängen fest. Da diese Vereinbarung direkt verpflichtende Grundsätze enthalten wird, ist seitens der Kantone die Schaffung einer expliziten gesetzlichen Grundlage für Vereinbarungen im Sinne von Artikel 16 Abs. 2 rFHSG notwendig. Diese Grundlage ist in Artikel 1 der Diplomanerkennungsvereinbarung geschaffen worden.

Aufhebung von Artikel 2 Abs. 2 Geltungsbereich

Aufgrund des Vorschlags verschiedener Kantone, angesichts des beschleunigten Wandels der Berufsbezeichnungen sei auf die Aufzählung der Abschlüsse generell oder punktuell (zumindest auf die Aufzählung von denjenigen Abschlüssen, bei welchen in den nächsten Jahren eine Neu-Positionierung wahrscheinlich sei, z.B. Chiropraktik, Osteopathie) zu verzichten, ist der bisherige Artikel 2 Abs. 2 ersetztlos gestrichen worden.

Die exemplarische Aufzählung der wichtigsten von den Kantonen reglementierten Abschlüsse ist aus rechtlicher Sicht nicht zwingend notwendig. Es reicht, wenn die Ausbildungen z.B. in Chiropraktik und Osteopathie im Kommentar erwähnt werden, da eine explizite Nennung in Absatz 2 nichts daran ändern würde, dass die Regelung beider Berufe in die Zuständigkeit der Kantone fällt.

Ein Verzicht auf die Aufzählung erscheint insbesondere wegen allfälliger Neupositionierungen von Ausbildun-

gen, allfälliger Änderungen der Berufsbezeichnungen oder wegen der möglichen Regelung anderer Ausbildungen durch die Kantone auf Fachhochschulstufe (so wird die Frage der Heilpädagogischen Früherziehung erst noch geklärt) sogar sinnvoll. Dies gilt auch mit Blick auf die Ausbildung in Chiropraktik, die nur noch bis zur geplanten Integration dieses Berufes in das neue Medizinalberufegesetz des Bundes (MedBG, In-Kraft-Treten voraussichtlich 2008) im Zuständigkeitsbereich der Kantone verbleibt.

Art. 3 Abs. 2 und 3 Zusammenarbeit mit dem Bund

In Artikel 3 Abs. 3 der Vereinbarung wird die Zuständigkeit für den Abschluss von Vereinbarungen gemäss Artikel 1 Abs. 4 geregelt. Zuständig ist die EDK, welche die GDK im Bereich der Gesundheitsberufe in die Verhandlungen zum Abschluss einer Vereinbarung einzubeziehen hat.

Zudem ist in Artikel 3 Abs. 2 der Begriff der Berufsschule der Terminologie gemäss nBBG angepasst. Des Weiteren wird die Zusammenarbeit mit dem Bund bezüglich der Fachmaturität (Fachhochschulreife) statuiert.

Art. 4 Anerkennungsbehörde

Die Entwicklung, dass die Berufsbildung im Gesundheitswesen an die Erziehungsdepartemente übergeht, bezieht sich nicht auf die Regelung und Anerkennung der Ausbildungsabschlüsse im Gesundheitswesen. Absatz 1 ist daher dahingehend präzisiert worden, dass die GDK die Ausbildungsabschlüsse im Gesundheitswesen anerkennt, sofern (gestützt auf das neue Berufsbildungsgesetz und das revidierte Fachhochschulgesetz) nicht der Bund zuständig ist. Dies ist gerechtfertigt, weil die GDK nach wie vor zuständig ist für die Regelung der Ausbildung der Chiropraktoren (sie wird voraussichtlich 2008 von der GDK in die Zuständigkeit des Bundes übergehen (MedBG)) und der Osteopathen (die GDK hat in Abstimmung mit dem Bund und der EDK erst im November 2002 die Einführung einer interkantonalen Prüfung beschlossen).

Art. 5 Abs. 2 und 3 Vollzug der Vereinbarung

In Absatz 2 ist die Erwähnung der Zusammenarbeit mit der Fürsorgedirektorenkonferenz (heute Sozialdirektorenkonferenz – SODK) betreffend Fragen der Ausbildungsabschlüsse aufzuheben, da die Zuständigkeit der Regelung und der Anerkennung von Ausbildungen im Sozialbereich vollumfänglich an den Bund übergegangen ist und die SODK zudem aus der Diplomanerkennungsvereinbarung ausscheidet. Der Begriff «Schweizerische Hochschulkonferenz» ist durch die «Schweizerische Universitätskonferenz» ersetzt worden. In Absatz 3 wird die Namensänderung der GDK berücksichtigt.

Art. 10 Rechtsschutz

Die Änderung von Artikel 10 bezweckt die Verbesserung des Rechtsschutzes für Private. Der bisherige Artikel 10 Abs. 2 betreffend die Anfechtung von Reglementen und Entscheiden der Anerkennungsbehörden durch einen Kanton und über andere Streitigkeiten zwischen den Kantonen wird neu zu Artikel 10 Abs. 1. Die Zuständigkeit des Bundesgerichts (staatsrechtliche Klage) bei solchen Streitigkeiten ergibt sich aus Artikel 83 Abs. 1 b des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege vom 16. Dezember 1943.

Artikel 10 Abs. 2 regelt (neu) das Beschwerderecht von betroffenen Privatpersonen gegen Entscheide der zuständigen Anerkennungsbehörden. Es geht um Entscheide des Generalsekretariates der EDK betreffend die nachträgliche gesamtschweizerische Anerkennung kantonaler Diplome (Übergangsregelungen der Anerkennungsreglemente) sowie betreffend die Anerkennung ausländischer Berufsdiplome (Vollzug des Personenfreizügigkeitsabkommens CH-EU), welche die direkt betroffenen Privatpersonen im Rahmen eines verbesserten Rechtsschutzes neu bei einer vom Vorstand der EDK eingereichten Rekurskommission sollen anfechten können. Der gemäss geltender Diplomanerkennungsvereinbarung bestehende Rechtsschutz (Art. 10 Abs. 1: staatsrechtliche Beschwerde ans Bundesgericht) vermag den Erfordernissen eines modernen Rechtsstaates nicht mehr zu genügen. Das Generalsekretariat der EDK hat der «Hürde Bundesgericht» mit einer grosszügigen Wiedererwägungspraxis Rechnung getragen: «Beschwerden» gegen Entscheide wurden regelmässig als Wiedererwägungsbescheide entgegengenommen, die Angelegenheit wurde nochmals geprüft und nochmals ein – allenfalls gleich lautender – Entscheid mit neuer Rechtsmittelbelehrung getroffen. Diese Situation ist für die Rechtsuchenden wie für das Generalsekretariat der EDK unbefriedigend.

Im (bisherigen) Zuständigkeitsbereich der GDK stellt sich die Situation differenzierter dar: die Aufgabe der Anerkennung von in- und ausländischen Ausbildungsabschlüssen hatte die GDK mit Ausnahme der Chiropraktoren gestützt auf Artikel 5 Abs. 3 der geltenden Diplomanerkennungsvereinbarung an das Schweizerische Rote Kreuz (SRK) delegiert, für Beschwerden gegen dessen Anerkennungsentscheide war die Rekurskommission des SRK zuständig, deren Beschwerdeentscheide wiederum beim Bundesgericht mit staatsrechtlicher Beschwerde anfechtbar waren (Art. 84 OG). Mithin war hier ausreichender Rechtsschutz vorhanden. Anerkennungsentscheide der GDK betreffend die Chiropraktik (ausländische Abschlüsse) sind allerdings ebenfalls bislang nur mit der staatsrechtlichen Beschwerde beim Bundesgericht anfechtbar. Dies hat in der Praxis bislang jedoch nicht zu Problemen geführt. Im Zuge der Anwendung des Personenfreizügigkeitsabkommens sowie aufgrund der in Arbeit befindlichen Reglementierung der Osteopathie zeigt sich eine analoge Regelung auch für den Bereich der GDK als angebracht.

Die Änderung von Artikel 10 sieht vor, dass der Vorstand der EDK beziehungsweise der Vorstand der GDK eine Rekurskommission einsetzen, welche die von den jeweiligen Konferenzen in ihrer Eigenschaft als Anerkennungsbehörden getroffenen Einzelentscheide im Rahmen eines ordentlichen Beschwerdeverfahrens objektiv beurteilen.

Art. 12 Abs. 2 und 3 Kosten

Die Änderung von Artikel 12 bezweckt die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage zur Erhebung von Gebühren für Anerkennungsentscheide: Der bisherige Artikel 12, wonach die Kosten, die sich aus der Vereinbarung ergeben, von den Vereinbarungskantonen nach Massgabe der Einwohnerzahl getragen werden, ist ergänzt worden mit einer ausdrücklichen Kostenregelung für jene Verfahren, welche einzelne Privatpersonen betreffen. Geschaffen worden ist eine gesetzliche Grundlage für die Erhebung von Spruchgebühren bei Entscheiden und Beschwerdeentscheiden betreffend die nachträgliche ge-

samtschweizerische Anerkennung kantonaler Diplome sowie bei Entscheiden betreffend die Anerkennung ausländischer Berufsdiplome. Gemäss heutiger Praxis wird im Bereich der EDK für die Durchführung eines entsprechenden Anerkennungsverfahrens eine vom Vorstand festgelegte Kanzleigebühr erhoben. Diese ist unter dem Aspekt des Kostendeckungs- und des Äquivalenzprinzips gerechtfertigt, stellt im Grunde genommen aber eine Spruchgebühr dar. In diesem Sinne ist die Kanzleigebühr – mangels gesetzlicher Grundlage für die Erhebung einer Spruchgebühr – als «Notlösung» zu betrachten.

Wie im Kommentar zu Artikel 10 Abs. 2 bereits ausgeführt wurde, regelt die GDK gegenwärtig allein die Chiropraktik und hätte dementsprechend nur Anerkennungen ausländischer Diplome in diesem Beruf zu behandeln. Da in absehbarer Zeit die Osteopathie hinzukommen wird, wird in zunehmendem Masse mit ausländischen Anerkennungsgesuchen zu rechnen sein, für deren Erledigung kostendeckende Spruchgebühren zu erheben sind.

Artikel 12 Absätze 2 und 3 enthält für die Erhebung einer Spruchgebühr einen Gebührenrahmen, wobei dem Vorstand der EDK beziehungsweise dem Vorstand der GDK die Kompetenz zur Festlegung des konkreten Gebührentarifs gegeben wird. Bei der Festlegung des Gebührentarifs muss das Kostendeckungs- und das Äquivalenzprinzip berücksichtigt werden. An dieser Stelle ist darauf hinzuweisen, dass die von der EDK im heutigen Zeitpunkt erhobene Kanzleigebühr die Verfahrenskosten [administrativer Aufwand, Expertenkosten, usw.] bei weitem nicht deckt.

Art. 12^{bis}

Liste über Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung

Artikel 12^{bis} ist auf konkordatärer Ebene die gesetzliche Grundlage für die vom Generalsekretariat der EDK geführte Liste über Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung. Obwohl auch gemäss dem Aufsatz «Datenschutz nicht ohne Persönlichkeitsschutz – Ist eine Liste über Lehrer ohne Unterrichtsbefugnis unzulässig?» (Dr. iur. Richard Frank, SJZ 100 (2004) Nr. 14, S. 329 bis 332) die vom Generalsekretariat der EDK seit dem 1. Januar 2004 geführte Liste über Lehrpersonen ohne Unterrichtsbefugnis auch ohne explizite konkordatäre Rechtsgrundlage rechtmässig ist, ist mit der Schaffung der Rechtsgrundlage die aufgrund der andauernden Einwände der kantonalen Datenschutzbeauftragten entstandene Unsicherheit bei den Kantonen beseitigt. Der neue Artikel 12^{bis} regelt die Führung der Liste über Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung nach den in den Kantonen üblichen datenschutzrechtlichen Grundsätzen.

Aus Gründen der Rechtssicherheit und des Persönlichkeitsschutzes von betroffenen Lehrpersonen ist es zwingend notwendig, in die Liste gemäss Artikel 12^{bis} nur Daten über Personen aufzunehmen, denen im Rahmen eines rechtskräftigen kantonalen (Verwaltungs-)Verfahrens die Unterrichtsberechtigung oder die Berufsausbildungsbewilligung entzogen wurde. Jede Anstellung einer Lehrperson beinhaltet implizit die Erteilung der Unterrichtsberechtigung für bestimmte Fächer in einer bestimmten Klasse auf einer bestimmten Schulstufe in einer bestimmten Gemeinde und einem bestimmten Kanton. Die mit der Anstellungsverfügung einmal erteilte Unterrichtsberechtigung kann – aus schwerwiegenden Gründen – in einem «Widerrufsverfahren» (für das Gebiet des Kantons, in welchem die Anstellung erfolgte) entzogen

werden. Unabhängig davon, ob eine explizite Rechtsgrundlage besteht oder nicht. Dieser Entzug der Unterrichtsberechtigung muss nicht identisch sein mit dem Entzug der mit dem Lehrdiplom verbundenen Lehrbefugnis, weil diese in der gesamten Schweiz geltende Lehrbefugnis nur von demjenigen Kanton entzogen werden kann, der sie erteilt hat.

Die Kantone werden im Rahmen der Diplomanerkennungsvereinbarung verpflichtet, betroffene Lehrpersonen nach Eintritt der Rechtskraft des entsprechenden Entscheides dem Generalsekretariat der EDK zu melden. Die im Konkordat statuierte Meldepflicht ist mit Blick auf die kantonalen Datenschutzgesetze als «formelle gesetzliche Grundlage für die Bearbeitung von besonders schützenswerten Personendaten» zu definieren. Eine solch verpflichtende Rechtsgrundlage erlaubt es den Kantonen auch ohne Anpassung des kantonalen Datenschutzrechts, entsprechende Personendaten an das GS EDK zu melden.

Eine spezifische Ergänzung, die den Kanton Freiburg betrifft, wird im GDK-/EDK-Kommentar nicht erwähnt: Für den Kanton Freiburg ist vorgesehen, dass die Unterrichtsberechtigung ausdrücklich im Anstellungsschreiben erwähnt wird. Dem bereits angestellten Lehrpersonal wird eine Unterrichtsberechtigung, gültig ab dem Datum der ersten Anstellung, anerkannt. Die Unterrichtsberechtigung kann aus schwerwiegenderen Gründen erst entzogen werden, nachdem die betroffene Lehrperson angehört wurde und ihr die Entziehung mit Begründung und unter Angabe der Dauer der Entziehung und der Rechtsmittel schriftlich mitgeteilt wurde. Die Entziehung der Unterrichtsberechtigung durch den Staat Freiburg wird dann sowohl für Inhaberinnen und Inhaber von Diplomen der freiburgischen Bildungsinstitutionen wie für solche von Diplomen, die von anderen Instanzen ausgestellt wurden, möglich sein. Die Entziehung der Unterrichtsberechtigung wird auch in den Fällen möglich sein, in denen jemand zurücktritt, bevor ihr oder ihm die Entziehung angekündigt wurde. Die Entziehung der Unterrichtsberechtigung wird automatisch der EDK für die Liste über Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung mitgeteilt werden. Siehe auch Punkt 2.2 weiter unten.

Art. 12^{ter} Register über Gesundheitsfachpersonen

Im bisherigen Zuständigkeitsbereich der GDK führt das SRK bereits seit langem, gegenwärtig auf Grundlage des bis Ende 2006 befristeten tripartiten Leistungsvertrages BBT/EDK/GDK, ein so genanntes passives Register über die in den nichtuniversitären Gesundheitsberufen erworbenen Ausbildungsabschlüsse. Der Bund hat es im Rahmen des neuen Berufsbildungsgesetzes abgelehnt, für diese Abschlüsse ein Register zu führen und dafür eine Rechtsgrundlage zu schaffen, so dass es notwendig ist, dass die GDK im Interesse des Patientenschutzes dieses Register ergänzt und Eintragungen über aufsichtsrechtliche Massnahmen wegen beruflichen Fehlverhaltens auf der Grundlage der Diplomanerkennungsvereinbarung weiterführt. Daher wird in einem neuen Artikel das Führen eines Registers über Gesundheitsfachpersonen geregelt:

Es geht um die Ein- beziehungsweise Weiterführung eines Registers für Inhaberinnen und Inhaber von Ausbildungsabschlüssen in Gesundheitsberufen, das auf eine gesetzliche Grundlage in Form des Konkordats gestützt werden soll. Die Berufe werden in einem Anhang zur Vereinbarung aufgelistet. Dieser Anhang wird bei Bedarf vom Zentralsekretariat der GDK angepasst. Es ist vorge-

sehen, dass diese Aufgabe – wie bisher – auch an Dritte, z.B. an das SRK oder an eine Organisation der Arbeitswelt (OdA) übertragen werden kann. Das Register verfolgt mehrere Zwecke: vornehmlich den Schutz und die Information von Patientinnen und Patienten (Ständigenregister), es soll aber auch dem Informationsinteresse in- und ausländischer Stellen, der Qualitätssicherung und nicht zuletzt der Statistik dienen (Abs. 3). Als notwendige Angaben enthält das Register die in Absatz 4 Satz 1 und 2 genannten Daten, um im Bedarfsfall, z.B. bei Verlust der Diplomurkunde, im Zusammenhang mit Stellenbewerbungen, Zulassung von Leistungserbringern zur Abrechnung zu Lasten der Krankenversicherung oder in Strafverfahren wegen Titelanmassung usw. auf einfache Weise feststellen zu können, ob eine Person den von ihr verwendeten Titel rechtmässig trägt. Über diese Angaben hinaus werden entsprechend dem Schutzzweck dieses Registers infolge beruflichen Fehlverhaltens erfolgte aufsichtsrechtliche Massnahmen, insbesondere der rechtskräftige Entzug der Berufsausübungsbewilligung bzw. deren Änderung mit den entsprechenden Daten, im Register eingetragen (Abs. 4 Satz 3). Durch Absatz 5 wird sichergestellt, dass die GDK die genannten Daten von den zuständigen Stellen erhält. Absatz 6 legt die Voraussetzungen fest, unter denen den nicht abschliessend genannten Stellen und Personen die dort bestimmten Auskünfte in schriftlicher Form erteilt werden. Ein berechtigtes Interesse an Auskünften über Einträge betreffend aufsichtsrechtliche Massnahmen können nur die Behörden geltend machen, die für die Erteilung der Berufsausübungsbewilligungen zuständig sind (Abs. 6 Satz 2). Anderen Stellen werden solche Einträge nicht bekannt gegeben, weil es sich um besonders schützenswerte Personendaten handelt. Absatz 8 regelt das generelle Löschen von Einträgen. Die Entfernung aller Einträge aus dem Register erfolgt mit Vollendung des 70. Lebensjahres oder wenn eine Behörde das Ableben der Gesundheitsfachperson meldet. Vor diesem generellen Löschungszeitpunkt werden Einträge über aufsichtsrechtliche Massnahmen oder zu aufgehobenen Einschränkungen bzw. befristeten Verboten der Berufsausübung nicht definitiv aus dem Register entfernt, sondern lediglich mit einem Löschungsvermerk versehen, damit sie im Sinne des Patientenschutzes für die Bewilligungsbehörden als Entscheidgrundlage ersichtlich bleiben. Da das Register von der GDK mit Sitz in Bern geführt werden wird, ist es sinnvoll, die Grundsätze des Datenschutzrechtes des Kantons Bern sinngemäß anzuwenden (Abs. 10).

2.2 Zusammenhang mit der laufenden Schulgesetzrevision

Das Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz, SGF 411.0.1) wird total revidiert. Der Staatsrat hat dem Grossen Rat in seinem Bericht Nr. 176 vom 21. Dezember 2004 zum Postulat Christine Bulliard/Yvonne Stempfle die Umstände und die Planung dieser Revision erörtert. Ein Vorentwurf wird im Laufe des Jahres 2006 in Vernehmlassung gegeben. Er wird die Änderungen der Vereinbarung berücksichtigen, indem im Schulgesetz eine Bestimmung über den Entzug der Unterrichtsberechtigung und die Meldung eines solchen Entscheids bei der von der EDK geführten interkantonalen Liste der Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung (Art. 12^{bis}) eingeführt wird. Hierzu sei erwähnt, dass nicht nur die öffentlichen Schulen, sondern auch die privaten Schulen über das Generalsekretariat der EKSD erfahren können,

ob eine bestimmte Lehrperson auf dieser Liste aufgeführt ist oder nicht.

2.3 Finanzielle und personelle Konsequenzen

Die Änderung der Vereinbarung hat keine Konsequenzen auf die von der EKSD beim Kanton Freiburg fakturierten Ausgaben für Entschädigungen, die mit der Anerkennung der Ausbildungsabschlüsse verbunden sind (24 100 Franken im Voranschlag 2006, Rubrik EKSD 3200/361.000). Es sei darauf hingewiesen, dass diese Kosten in den nächsten Jahren insgesamt abnehmen werden, weil die Grundanerkennungen der Ausbildungsabschlüsse nach den Reglementen, die seit dem Inkrafttreten der Vereinbarung verabschiedet wurden, bald alle abgeschlossen sind.

Die Einführung der neuen Bestimmungen der Vereinbarung führt vonseiten der GDK die Führung eines Registers über die Gesundheitsfachpersonen (Art. 12ter) mit sich. Beim Kanton Freiburg wird das Amt für Gesundheit die Daten an die GDK übermitteln. Das heutige System, das vom Schweizerischen Roten Kreuz (SRK) verwaltet wird, bleibt noch bis Ende 2006 bestehen. Inhalt und Modalitäten der Datenübermittlung für das künftige GDK-Register sind noch nicht bekannt; es ist jedoch mit einer Zunahme des administrativen Aufwands des Amtes für Gesundheit zu rechnen, die noch nicht beziffert werden kann.

2.4 Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Die vorgeschlagenen Änderungen haben keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

2.5 Konstitutionalität, Konformität mit dem Bundesrecht, Eurokompatibilität

Die Staatsverfassung des Kantons Freiburg vom 1. Januar 2005 verpflichtet den Kanton unter Artikel 5 zur Zusammenarbeit mit den anderen Kantonen und zur Förderung der interkantonalen Zusammenarbeit. Die vorgeschlagenen Änderungen verstärken die schon jetzt intensive Zusammenarbeit auf dem Gebiet des öffentlichen Bildungswesens noch.

Im Übrigen stimmen die vorgeschlagenen Änderungen mit dem Bundesrecht überein und gehen in Richtung einer besseren Eurokompatibilität.

2.6 Unterstellung unter das Gesetzesreferendum

Wenn der Grosse Rat das Dekret annimmt, so wird es dem Gesetzesreferendum unterstellt.

3. SCHLUSSBEMERKUNG

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass die vorgeschlagenen Änderungen eine Anpassung der Vereinbarung an die neue Kompetenzenverteilung zwischen Bund und Kantonen ermöglicht. Sie verstärken zudem die interkantonale Zusammenarbeit und liefern zusätzliche Instrumente, die ihre Wirkung und Effizienz erhöhen.

Der Staatsrat lädt Sie ein, diesen Dekretsentwurf gutzuheissen.

Projet du 10.01.2006

Entwurf vom 10.01.2006

Décret

du

**portant approbation de la modification
de l'accord intercantonal sur la reconnaissance
des diplômes de fin d'études**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 10 janvier 2006;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Le canton de Fribourg approuve la modification du 16 juin 2005, dont le texte suit le présent décret, de l'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (RSF 410.4).

Art. 2

Ce décret est soumis au referendum législatif.

Art. 3

Sous réserve d'un referendum, ce décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2006.

Dekret

vom

**zur Genehmigung der Änderung
der Interkantonalen Vereinbarung
über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 10. Januar 2006;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Der Kanton Freiburg genehmigt die Änderung vom 16. Juni 2005 der Interkantonalen Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen (SGF 410.4). Ihr Wortlaut wird im Anhang zu diesem Dekret veröffentlicht.

Art. 2

Dieses Dekret untersteht dem Gesetzesreferendum.

Art. 3

Unter dem Vorbehalt eines Referendums tritt dieses Dekret am 1. Juli 2006 in Kraft.

Modification

du 16 juin 2005

de l'accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études

I.

Art. 1

L'accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études est modifié comme il suit:

Art. 1 al. 1, 2 et 4 (nouveau)

¹ L'accord règle la reconnaissance des diplômes cantonaux de fin d'études, ainsi que la tenue d'une liste des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner et celle d'un registre des professionnels de la santé.

² Il règle également, en application du droit national et international, la reconnaissance des diplômes de fin d'études étrangers.

⁴ Il sert de base aux conventions passées entre la Confédération et les cantons, telles que stipulées à l'article 16 al. 2 de la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées.

Art. 2 al. 2

Abrogé

***Art. 3* Collaboration avec la Confédération**

¹ Dans les domaines où les compétences sont partagées entre la Confédération et les cantons, des solutions communes doivent être recherchées.

² La collaboration avec la Confédération intervient notamment dans les domaines suivants:

a) reconnaissance des certificats de maturité (aptitude générale à entreprendre des études supérieures),

Änderung

vom 16. Juni 2005

der Interkantonalen Vereinbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen

I.

Art. 1

Die Interkantonale Vereinbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen vom 18. Februar 1993 wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 1, 2 und 4 (neu)

¹ Die Vereinbarung regelt die Anerkennung kantonaler Ausbildungsabschlüsse, die Führung einer Liste über Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung sowie eines Registers über Gesundheitsfachpersonen.

² Sie regelt in Anwendung nationalen und internationalen Rechts die Anerkennung ausländischer Ausbildungsabschlüsse.

⁴ Sie bildet die Grundlage für Vereinbarungen zwischen Bund und Kantonen gemäss Artikel 16 Abs. 2 des Fachhochschulgesetzes des Bundes.

Art. 2 Abs. 2

Aufgehoben

***Art. 3* Zusammenarbeit mit dem Bund**

¹ In den Bereichen, in denen sowohl der Bund wie die Kantone zuständig sind, sind gemeinsame Lösungen anzustreben.

² Die Zusammenarbeit mit dem Bund erfolgt insbesondere in den Bereichen

a) Anerkennung der Maturität (allgemeine Hochschulreife);

- b) reconnaissance des différents certificats de maturité spécialisée et, plus généralement, de l'aptitude à entreprendre des études dans une haute école spécialisée,
- c) reconnaissance des diplômes pour l'enseignement dans les écoles professionnelles,
- d) définition des principes qui régissent l'offre d'études sanctionnées par un diplôme dans le domaine des hautes écoles spécialisées, et
- e) consultation et participation des cantons dans les affaires internationales.

³ La conclusion d'accords tels que prévus à l'article 1 al. 4 relève de la compétence de l'Assemblée plénière de la Conférence des Directeurs de l'instruction publique (CDIP). Dans le domaine des professions de la santé, la Conférence des Directeurs de la santé (CDS) doit être associée à toute négociation menée en vue de la conclusion d'un accord.

Art. 4 al. 1 et 2

¹ L'autorité de reconnaissance est la CDIP. La CDS reconnaît les diplômes de fin d'études dans les domaines qui relèvent de sa compétence et non de la Confédération.

² Abrogé

Art. 5 al. 2 et 3

² Elle collabore avec la Confédération et avec la Conférence universitaire suisse pour toutes les questions relatives aux diplômes de fin d'études universitaires.

³ La tenue du registre des professionnels de la santé relève de la compétence de la CDS. La CDS peut confier cette tâche à des tiers mais en assure en tous cas la supervision.

Art. 10 Protection juridique

¹ Toute contestation par un canton des règlements et des décisions adoptés par l'autorité de reconnaissance et tout litige entre les cantons peuvent faire l'objet d'une réclamation de droit public auprès du Tribunal fédéral en application de l'article 83 let. b de la loi fédérale du 16 décembre 1943 d'organisation judiciaire.

- b) Anerkennung der Fachmaturität im besonderen und der Fachhochschulreife im allgemeinen;
- c) Anerkennung der Lehrdiplome für Berufsfachschulen;
- d) Festlegung der Grundsätze für das Angebot an Diplomstudiengängen im Fachhochschulbereich und
- e) Mitsprache und Mitwirkung der Kantone in internationalen Angelegenheiten.

³ Die Zuständigkeit für den Abschluss von Vereinbarungen gemäss Artikel 1 Abs. 4 liegt bei der Plenarversammlung der Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK). Im Bereich der Gesundheitsberufe ist die Gesundheitsdirektorenkonferenz (GDK) in die Verhandlungen zum Abschluss einer Vereinbarung einzubeziehen.

Art. 4 Abs. 1 und 2

¹ Anerkennungsbehörde ist die EDK. Die GDK erkennt Ausbildungsbefähigungen in ihrem Zuständigkeitsbereich, sofern nicht der Bund zuständig ist.

² Aufgehoben

Art. 5 Abs. 2 und 3

² Sie arbeitet dabei zusammen mit dem Bund und mit der Schweizerischen Universitätskonferenz in allen Fragen der universitären Ausbildungsbefähigungen.

³ Die Gesundheitsdirektorenkonferenz vollzieht die Vereinbarung in ihrem Zuständigkeitsbereich. Sie kann den Vollzug an Dritte übertragen; in jedem Fall obliegt ihr die Oberaufsicht.

Art. 10 Rechtsschutz

¹ Über die Anfechtung von Reglementen und Entscheiden der Anerkennungsbehörden durch einen Kanton und über andere Streitigkeiten zwischen den Kantonen entscheidet auf staatsrechtliche Klagen hin das Bundesgericht gemäss Artikel 83 Bst. b des Bundesgesetzes vom 16. Dezember 1943 über die Bundesrechtspflege.

² Tout particulier concerné peut, dans un délai de trente jours après notification, interjeter auprès d'une commission de recours mise en place par le comité de la conférence compétente un recours écrit et dûment motivé contre une décision de l'autorité de reconnaissance. Les principes généraux de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative s'appliquent par analogie. Toute décision de la commission de recours peut faire l'objet d'un recours de droit public auprès du Tribunal fédéral en application de l'article 84 al. 1 let. a et b de la loi fédérale du 16 décembre 1943 d'organisation judiciaire.

³ Le comité de la conférence compétente définit dans un règlement la composition et l'organisation de la commission de recours.

Art. 12 Coûts

¹ Les coûts découlant du présent accord sont à la charge des cantons signataires au prorata du nombre d'habitants. Sont réservées les dispositions de l'alinéa 2 et de l'alinéa 3.

² Pour les décisions concernant la reconnaissance rétroactive, à l'échelon national, d'un diplôme cantonal ou la reconnaissance de diplômes professionnels étrangers, ainsi que pour les décisions de recours, des émoluments allant d'un montant minimal de 100 francs à un montant maximal de 2000 francs peuvent être perçus. Le montant de l'émolument dépend du temps et du travail que nécessite le traitement de la demande de reconnaissance.

³ Le comité de la conférence compétente fixe dans un règlement les montants des différents émoluments.

Art. 12^{bis} (nouveau) Liste intercantonale des enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner

¹ La CDIP tient une liste des enseignants auxquels a été retiré, par décision cantonale, le droit d'enseigner. Les cantons ont l'obligation de communiquer au Secrétariat général de la CDIP les données personnelles stipulées à l'alinéa 2 dès que la décision est exécutoire.

² La liste contient le nom de l'enseignant, la date de l'octroi du diplôme ou de l'autorisation d'exercer la profession, la date du retrait du droit d'enseigner, le nom de l'autorité compétente, la durée du retrait du droit d'enseigner ainsi que, le cas échéant, la date du retrait du diplôme. Les autorités cantonales et communales peuvent, sur demande écrite, obtenir ces renseignements à condition qu'elles prouvent leur intérêt légitime et que la demande concerne une personne précise.

² Gegen Entscheide der Anerkennungsbehörden kann von betroffenen Privaten binnen 30 Tagen seit Eröffnung bei einer vom Vorstand der jeweiligen Konferenz eingesetzten Rekurskommission schriftlich und begründet Beschwerde erhoben werden. Die allgemeinen Verfahrensgrundsätze des Bundesgesetzes vom 20. Dezember 1968 über das Verwaltungsverfahren finden sinngemäss Anwendung. Entscheide der Rekurskommissionen können gemäss Artikel 84 Abs. 1 Bst. a und b des Bundesgesetzes vom 16. Dezember 1943 über die Bundesrechtspflege beim Bundesgericht mit staatsrechtlicher Beschwerde angefochten werden.

³ Der Vorstand der jeweiligen Konferenz regelt die Zusammensetzung und die Organisation der Rekurskommission in einem Reglement.

Art. 12 Kosten

¹ Die Kosten, die sich aus dieser Vereinbarung ergeben, werden unter Vorbehalt von Absatz 2 und 3 von den Vereinbarungskantonen nach Massgabe der Einwohnerzahl getragen.

² Für Entscheide und Beschwerdeentscheide betreffend die nachträgliche gesamtschweizerische Anerkennung eines kantonalen Diploms oder die Anerkennung ausländischer Berufsdiplome können Entscheidgebühren in der Höhe von mindestens 100 Franken bis höchstens 2000 Franken erhoben werden. Die Entscheidgebühr bemisst sich nach dem Zeit- und Arbeitsaufwand für die Bearbeitung des Anerkennungsgesuchs.

³ Der Vorstand der jeweiligen Konferenz legt die einzelnen Entscheidgebühren in einem Gebührenreglement fest.

Art. 12^{bis} (neu) Liste über Lehrpersonen ohne Unterrichtsberechtigung

¹ Die EDK führt eine Liste über Lehrpersonen, denen im Rahmen eines kantonalen Entscheides die Unterrichtsberechtigung oder die Berufsausbildungsbewilligung entzogen wurde. Die Kantone sind verpflichtet, die Personendaten gemäss Absatz 2 dem Generalsekretariat der EDK nach Rechtskraft des entsprechenden Entscheides mitzuteilen.

² Die Liste enthält den Namen der Lehrperson, das Datum des Diploms oder Berufsausbildungsbewilligung, das Datum der Entzugsverfügung, die Entzugsbehörde und die Dauer des Entzugs gegebenenfalls das Datum des Entzugs des Lehrdiploms. Kantonale und kommunale Behörden im Bildungsbereich erhalten auf schriftliche Anfrage hin Auskunft über eine allfällige Eintragung, wenn sie ein berechtigtes Interesse nachweisen und sich die Anfrage auf eine bestimmte Person bezieht.

³ Tout enseignant figurant sur la liste intercantonale est informé de son inscription ou de la suppression de cette dernière. Il a, en tout temps, le droit de consulter les informations le concernant.

⁴ L'inscription est effacée lorsque le droit d'enseigner est restitué à la fin de la période de retrait ou lorsque la personne concernée a 70 ans révolus.

⁵ Tout enseignant inscrit dans la liste peut, dans un délai de trente jours après notification, interjeter contre cette décision un recours écrit et dûment motivé auprès de la commission de recours, comme le prévoit l'article 10 al. 2 du présent accord.

⁶ Dans tout autre cas, les principes du droit du canton de Berne sur la protection des données s'appliquent *mutatis mutandis*.

Art. 12^{ter} (nouveau) Registre des professionnels de la santé

¹ La CDS tient un registre des titulaires de diplômes suisses et étrangers de fin d'études pour les professions de la santé énumérées dans une annexe à l'accord. Elle peut déléguer cette tâche à des tiers.

² Le secrétariat central de la CDS tient à jour cette annexe.

³ Le registre sert à la protection et à l'information des patients, comme à renseigner les services suisses et étrangers, à assurer la qualité et à établir des statistiques.

⁴ Le registre contient les données personnelles des titulaires de diplômes (nom, nom de jeune fille, date et lieu de naissance, nationalité). Il recense également des informations sur le type de diplôme obtenu, sur la date et le lieu de son émission ainsi que sur toute autorisation de pratiquer délivrée par les autorités compétentes ou sur toute révocation de cette autorisation. Le retrait, la révocation ou la modification de ladite autorisation ainsi que toute autre mesure exécutoire relevant du droit de surveillance sont également inscrits dans le registre, avec mention de l'autorité décisionnaire et de la date de la décision.

⁵ La responsabilité de la transmission immédiate de ces données incombe aux services compétents pour l'octroi des diplômes et aux services chargés de contrôler les professions de la santé dans les cantons.

³ Den betroffenen Lehrpersonen wird vom Eintrag und von der Löschung des Eintrags Kenntnis gegeben. Das Einsichtsrecht der betroffenen Lehrperson ist jederzeit gewährleistet.

⁴ Nach Ablauf der Entzugsdauer, bei Wiedererteilung der Unterrichtsberechtigung oder nach Vollendung des 70. Altersjahrs wird der Eintrag gelöscht.

⁵ Betroffene Lehrpersonen können sich gegen den Listeneintrag innerhalb 30 Tagen seit Zustellung des Eintragungsbescheides bei der Rekurskommision gemäss Artikel 10 Abs. 2 schriftlich und begründet beschweren.

⁶ Im Übrigen finden die Grundsätze des Datenschutzrechtes des Kantons Bern sinngemäss Anwendung.

Art. 12^{ter} (neu) Register über Gesundheitsfachpersonen

¹ Die GDK führt ein Register über die Inhaberinnen und Inhaber von in- und ausländischen Ausbildungsabschlüssen in den im Anhang zu dieser Vereinbarung aufgeführten Gesundheitsberufen. Sie kann diese Aufgabe an Dritte delegieren.

² Das Zentralsekretariat der GDK passt den Anhang jeweils dem neuesten Stand an.

³ Das Register dient dem Schutz und der Information von Patientinnen und Patienten, der Information von in- und ausländischen Stellen, der Qualitätssicherung sowie zu statistischen Zwecken.

⁴ Das Register enthält die Personendaten (Name, Mädchenname, Geburtsdatum und Geburtsort, Nationalität) der DiplomInhaberinnen und -inhaber. Es enthält außerdem die Diplomart, das Datum und den Ort der Diplomausstellung sowie Angaben zu allfälligen von den zuständigen Behörden erteilten Berufsausübungsbewilligungen einschliesslich deren Erlöschen. Entzug, Verweigerung und Änderungen der Bewilligungen sowie andere rechtskräftige aufsichtsrechtliche Massnahmen werden unter Nennung der verfügenden Behörde und Angabe des Verfügungsdatums im Register eingetragen.

⁵ Die für die Diplomerteilung zuständigen und die in den Kantonen mit der Aufsicht über die Berufe des Gesundheitswesens betrauten Stellen sorgen für die unverzügliche Übermittlung der Daten.

⁶ Si l'existence d'un intérêt légitime est prouvée, des renseignements sur les données précisées à l'alinéa 4, 1^{re} et 2^e phr., peuvent être communiqués sur demande écrite à des tiers, en particulier aux autorités cantonales et étrangères, aux assureurs-maladie et aux employeurs. Les informations au sujet des mesures relevant du droit de surveillance ne sont communiquées qu'aux autorités compétentes pour l'octroi des autorisations de pratiquer.

⁷ La transmission d'informations à des personnes privées ou à des services extracantonaux est assujettie à une taxe de chancellerie.

⁸ Toute inscription dans le registre est effacée lorsque la personne concernée a 70 ans révolus ou lorsque son décès est déclaré par une autorité compétente. Cinq ans après leur prescription, les avertissements, blâmes et amendes sont signalés dans le registre par la mention «annulé»; il en va de même pour l'inscription de restrictions de l'autorisation de pratiquer cinq ans après la suspension de cette dernière. Lorsque les interdictions d'exercer inscrites dans le registre ont une durée limitée, la mention «annulé» est apportée dix ans après leur levée.

⁹ Les professionnels de la santé concernés ont, en tout temps, le droit de consulter les informations les concernant personnellement.

¹⁰ Dans tout autre cas, les principes du droit du canton de Berne sur la protection des données s'appliquent *mutatis mutandis*.

II.

Le Comité de la Conférence suisse des Directeurs cantonaux de l'instruction publique décide l'entrée en vigueur du nouvel accord lorsque tous les cantons signataires de l'accord de 1993 l'ont approuvé. Le nouvel accord est porté à la connaissance de la Confédération.

Berne, le ...

**Au nom de la Conférence suisse
des Directeurs cantonaux de l'instruction publique**

Le Président:
Hans Ulrich STÖCKLING

Le Secrétaire général:
Hans AMBÜHL

⁶ Bei Nachweis eines berechtigten Interesses werden auf schriftliche Anfrage Auskünfte über konkrete Einträge gemäss Absatz 4, 1. und 2. Satz, insbesondere an kantonale und ausländische Behörden, Krankenversicherer und Arbeitgeber erteilt. Auskünfte über Einträge betreffend aufsichtsrechtliche Massnahmen werden nur den für die Erteilung von Berufsausübungsbewilligungen zuständigen Behörden erteilt.

⁷ Für die Erteilung von Auskünften an Private und ausserkantonale Stellen wird eine Kanzleigebühr erhoben.

⁸ Alle Eintragungen zu einer Person werden mit Vollendung des 70. Lebensjahres oder wenn eine Behörde deren Ableben meldet aus dem Register entfernt. Verwarnungen, Verweise und Buszen werden fünf Jahre nach deren Anordnung, der Eintrag von Einschränkungen der Berufsausübung fünf Jahre nach deren Aufhebung im Register mit dem Vermerk «gelöscht» versehen. Beim Eintrag eines befristeten Berufsausübungsverbotes wird zehn Jahre nach dessen Aufhebung der Vermerk «gelöscht» angebracht.

⁹ Das Einsichtsrecht der betroffenen Gesundheitsfachpersonen ist jederzeit gewährleistet.

¹⁰ Im Übrigen finden die Grundsätze des Datenschutzrechtes des Kantons Bern sinngemäss Anwendung.

II.

Der Vorstand der Erziehungsdirektorenkonferenz setzt die Änderung der Vereinbarung in Kraft, wenn ihr sämtliche Vereinbarungskantone beigetreten sind. Sie ist dem Bund zur Kenntnis zu geben.

Bern, ...

**Im Namen der Schweizerischen Konferenz
der kantonalen Erziehungsdirektoren**

Der Präsident:
Hans Ulrich STÖCKLING

Der Generalsekretär:
Hans AMBÜHL

Arrêté par la Conférence des Directeurs de l'instruction publique, en accord avec la Conférence des Directeurs des affaires sociales et la Conférence des Directeurs de la santé.

ANNEXE

conformément à l'article 12^{ter} al. 1

chiropraticiennes et chiropraticiens
ostéopathes
infirmières et infirmiers
infirmières et infirmiers en soins généraux
infirmières et infirmiers en soins psychiatriques
infirmières et infirmiers en hygiène maternelle et pédiatrie
infirmières et infirmiers en soins intégrés
infirmières et infirmiers diplômés niveau I
infirmières assistantes et infirmiers assistants CC CRS
infirmières et infirmiers de santé publique
techniciennes et techniciens en salle d'opération
ambulancières et ambulanciers
sages-femmes
laborantines médicales et laborantins médicaux
podologues
masseuses médicales et masseurs médicaux
techniciennes et techniciens en radiologie médicale
orthoptistes
diététiciennes et diététiciens
ergothérapeutes

Von der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren im Einvernehmen mit der Schweizerischen Sozialdirektorenkonferenz und der Gesundheitsdirektorenkonferenz beschlossen.

ANHANG

gemäss Artikel 12^{ter} Abs. 1

Chiropraktorinnen und Chiropraktoren
Osteopathinnen und Osteopathen
Pflegefachfrauen und -fachmänner
Krankenschwestern und -pfleger in allgemeiner Krankenpflege
Krankenschwestern und -pfleger in psychiatrischer Krankenpflege
Krankenschwestern und -pfleger in Kinderkrankenpflege, Wochen- und Säuglingspflege
Krankenschwestern und -pfleger in integrierter Krankenpflege
Pflegefachfrauen und -fachmänner DNI
Krankenpflegerinnen und -pfleger FA SRK
Gesundheitsschwestern und -pfleger
Technische Operationsfachfrauen und -fachmänner
Rettungssanitäterinnen und Rettungssanitäter
Hebammen
Medizinische Laborantinnen und Laboranten
Podologinnen und Podologen
Medizinische Masseurinnen und Masseure
Fachleute in medizinisch-technischer Radiologie
Orthoptistinnen und Orthoptisten
Ernährungsberaterinnen und -berater
Ergotherapeutinnen und Ergotherapeuten

physiothérapeutes
hygiénistes dentaires
assistantes et assistants en soins et santé communautaire

Physiotherapeutinnen und Physiotherapeuten
Dentalhygienikerinnen und Dentalhygieniker
Fachangestellte Gesundheit